



“ Laos. Entre stagnation économique et pérennité du pouvoir politique ”, pp. 187-202

Vanina Bouté, Steve Daviau

► To cite this version:

Vanina Bouté, Steve Daviau. “ Laos. Entre stagnation économique et pérennité du pouvoir politique ”, pp. 187-202. Abigaël Pesses et François Robinne (éds.). L’Asie du Sud-Est 2015. Bilan, enjeux et perspectives, IRASEC, 2015, 9782355960420. hal-03554015

HAL Id: hal-03554015

<https://hal.science/hal-03554015>

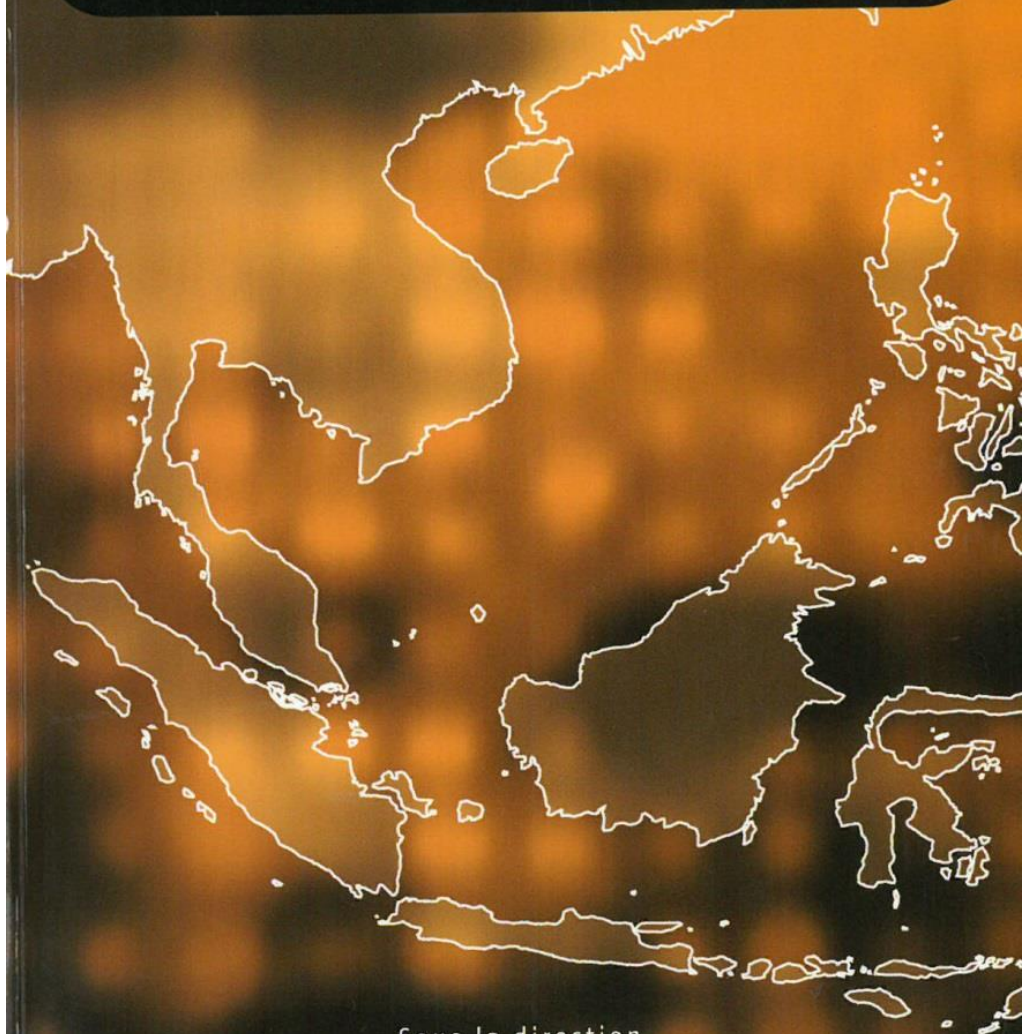
Submitted on 3 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ASIE DU SUD-EST 2015

Bilan, enjeux et perspectives



Sous la direction
d'Abigaël Pesses et François Robinne

IRASEC

Laos

Entre stagnation économique et pérennité du pouvoir politique. Intégration économique régionale, conflits fonciers et résistance

Vanina Bouté et Steeve Daviau

Le Laos prépare son entrée dans la communauté économique de l'Asean en 2015 et plusieurs poids lourds dans le domaine de l'investissement préparent leur entrée au Laos. C'est le cas du malaisien Asean Union Group qui investit 10 milliards \$ US dans le projet *Asian Paradise Savan City* dans une zone économique spéciale située près de Savannakhet, au centre du pays¹. Alors que l'économie du Laos demeure la plus petite en Asie du Sud-Est, elle continue d'attirer l'attention des investisseurs étrangers en raison d'un certain nombre d'atouts, tels que des ressources naturelles abondantes, une main-d'œuvre à faible coût, et sa proximité avec la Chine et les marchés à croissance rapide des pays de l'Asean.

Les voisins du Laos – la Chine, la Thaïlande et le Vietnam – continuent de dominer le paysage économique laotien et totalisent plus de la moitié de tous les investissements étrangers. La Chine a dépassé le Vietnam l'an dernier, avec des projets d'une valeur de plus de 5 milliards de dollars. Mais le Laos étend son appel à d'autres pays : ainsi, les investissements japonais (plus de 400 millions de dollars) ont augmenté de près de 15 % en 2013, attirés par l'amélioration des

¹ Le projet auquel participe le gouvernement (30 %) et le Savan City Co du Thaïlandais Chanchai comprend un centre financier offshore, un casino, des salles de spectacle, etc. Voir « \$10-billion mega-project JV planned », *The Nation*, 27 juin 2014, ([http://www.nationmultimedia.com/business/\\$10-billion-mega-project-JV-planned-30237196.html](http://www.nationmultimedia.com/business/$10-billion-mega-project-JV-planned-30237196.html))

infrastructures du pays et de la perspective d'une base de production alternative à la Thaïlande et surtout à la Chine.

Ce constat doit toutefois être nuancé tant l'année 2014 a été marquée par l'apparition de fragilités au niveau budgétaire. La croissance rapide du PIB ne traduit pas nécessairement un progrès économique significatif, ni une transformation manifeste des conditions de vie de la population, ou l'amélioration des infrastructures.

1 - Une situation économique instable

Le PIB connaît un léger ralentissement cette année ; après une croissance de 8,3 % en 2013, il est estimé à 7,3 % en 2014. Ce ralentissement serait principalement dû à deux facteurs : des problèmes budgétaires importants et un ralentissement dans l'exploitation minière et la construction². Et de fait, le défi le plus immédiat et significatif auquel doit faire face le Laos, selon les analystes, est une crise financière galopante.

Alors que la dette publique extérieure s'élevait à 44,4 % du PIB en 2011, un rapport publié par le Fonds monétaire international (FMI) établit que la dette publique ne cesse de croître, atteignant 47,4 % du PIB en 2013, et 49,1 % en 2014³. Alors qu'en décembre 2013 le Premier ministre admettait, lors de la 6^e session de l'Assemblée nationale, que le pays pouvait connaître une crise financière si le gouvernement ne parvenait pas à équilibrer les dépenses et les recettes ni à maintenir la dette sous contrôle⁴, force est de reconnaître qu'un an après, la crise budgétaire semble s'installer durablement en dépit d'un taux de croissance élevé. Pour l'exercice 2013-2014, les recettes prévues étaient de 3,1 milliards de dollars et les dépenses de 3,7 milliards de dollars, mais un rapport officiel a révélé que le gouvernement avait à peine recueilli plus de 1,1 milliard \$ US, ou 36,5 % seulement du plan annuel lors de la première moitié de l'exercice en cours.

Les causes de ce déficit sont multiples : la Banque asiatique de développement insiste principalement sur les dépenses incontrôlées des organismes d'État et des gouvernements provinciaux, et sur l'augmentation – qu'elle qualifie de démesurée – des salaires de 2013 dans le secteur public ; elle presse ainsi le Laos de réduire son déficit afin de maintenir la stabilité économique et la croissance future, même si cela signifierait accepter un ralentissement de la

² Lao PDR Economic Monitor, *Managing risks for macroeconomic stability*, The World Bank Lao PDR, janvier 2014.

³ FMI, *IMF Country Report No. 13/369*, décembre 2013.

⁴ « Le gouvernement va limiter la dette nationale », *Le Rénovateur*, 30 décembre 2013.

croissance⁵. Les sources officielles, de leur côté, ont fait état, tout au long de l'année 2014, des multiples causes à la crise : l'investissement de l'État dans de trop nombreux secteurs, l'absence de perception correcte des recettes fiscales, la corruption, ainsi que l'importance des augmentations de salaires de la fonction publique déjà accordées et qui ont conduit au doublement du budget alloué⁶. La presse étrangère souligne, elle, l'augmentation démesurée des importations (+ 69 %), qui ont atteint 1,9 milliard \$ US.

Les difficultés financières du gouvernement laotien ont ainsi dominé la 7^e session ordinaire de l'Assemblée nationale en juillet 2014, et plusieurs mesures ont été présentées, puis approuvées par l'Assemblée. Le nouveau ministre des Finances, Lien Thikéo, a notamment dévoilé un rapport faisant un point sur la situation des recettes, des dépenses et de la dette publique du pays ; un plan de réajustements budgétaires qui porterait le déficit du pays à plus de 5 % du PIB en 2015 a été voté.

La collecte insuffisante des recettes étant notamment due à l'absence de mécanismes d'application forts pour s'assurer que les entreprises paient des impôts, le ministre des Finances a estimé que les difficultés budgétaires s'expliquent en grande partie par le manque de transparence de la part des fonctionnaires des finances qui aident les entreprises à se soustraire à leurs obligations fiscales. Interrogé à l'Assemblée nationale, il a décrit comment certains responsables financiers aideraient à manipuler les livres des sociétés afin de présenter des bénéfices plus ou moins faibles leur permettant d'échapper à l'impôt. Ces malversations, ajoutées à d'autres activités de corruption, grèveraient les finances de l'État à hauteur de 1,5 milliard \$ US depuis 2012. Lien Thikéo estime que la mise à jour du recouvrement des recettes avec la technologie moderne pourrait aider à réduire la fraude fiscale. Le ministère a notamment lancé un programme pilote visant à utiliser des systèmes électroniques, comme les cartes à puce, aux postes de contrôle frontaliers à Vientiane, ainsi que dans les provinces de Luang Namtha, Champassak et Bokéo. L'État a également annoncé son intention d'engager le recouvrement des impayés des baux fonciers et redevances (pour un montant estimé à 15 millions \$ US) qui n'ont pas été payés à l'État depuis un an par des concessions, principalement présentes dans la province de Vientiane⁷.

C'est dans ce contexte économique difficile que le gouvernement a imposé le gel des augmentations de salaires des fonctionnaires pour la nouvelle année fiscale qui a commencé en octobre 2014 afin d'enrayer le déficit du budget. Un

⁵ Jonathan McGrain, *Laos: Investment Potential and Economic Challenges*, Center for Strategic & International Studies, 28 juillet 2014, (<http://cogitasia.com/laos-investment-potential-and-economic-challenges/>)

⁶ Voir, entre autres, « Les augmentations de traitement des fonctionnaires en question », *Le Rénovateur*, 28 avril 2014.

⁷ « Government collects unpaid land lease and concession fees », *Vientiane Times*, 21 août 2014.

décret du gouvernement avait assuré aux 156 000 fonctionnaires de l'État des augmentations de salaire durant trois années consécutives à compter de l'exercice 2012-2013. Les fonctionnaires devaient recevoir une augmentation de salaire correspondant à 37 % de leur indice de salaire en 2012-2013, ainsi qu'une indemnité. La mesure avait d'abord concerné les enseignants, notamment afin de faire face à la crise des vocations de ces dernières années⁸. En octobre 2013, le versement aux fonctionnaires de leur indemnité mensuelle de 760 000 kips (environ 70 euros) mise en place un an plus tôt avait déjà été suspendu ; et cette nouvelle annonce a fait l'effet d'un coup de massue pour de nombreux fonctionnaires, alors que parmi eux un grand nombre ne percevait plus de traitement depuis plusieurs mois, et alors que l'inflation des prix à la consommation – notamment alimentaires – se poursuit⁹. Cette inflation est notamment attribuée à l'augmentation de 69 % des importations qui ont atteint 1,9 milliard \$ US et se traduit par une hausse dramatique du prix des denrées alimentaires¹⁰.

Les effets de ce gel sont multiples : un employé de l'État travaillant en collaboration avec les fonctionnaires provinciaux déclarait à la presse locale que le gel des salaires allait freiner surtout la motivation des travailleurs siégeant dans les régions éloignées¹¹. Le taux élevé de l'inflation a déjà eu pour effet de ralentir l'ardeur des investisseurs étrangers qui constatent les difficultés que rencontrent les compagnies déjà présentes sur place pour recruter des ouvriers puisqu'elles se refusent à augmenter les salaires. Le salaire minimum dans la capitale est censé être de 600 000 kips par mois mais il faut un minimum de 1 million à un travailleur pour subvenir à ses besoins¹².

2 - Des investissements étrangers et nationaux suspendus ?

La mauvaise santé budgétaire du Laos serait-elle la cause du retrait d'un des plus importants investisseurs étrangers du pays ? Alors que le gouvernement laotien lui-même annonçait en avril 2014 la suspension de 200 projets d'investissements d'État, la principale agence officielle chinoise de crédits,

⁸ Voir Vatthana Pholsena, 2014, « Laos. La croissance et l'intégration à tout prix ? », in Jérémy Jammes et François Robinne (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2014*, Paris-Bangkok. Les Indes savantes-Irasec, p. 219-243.

⁹ Si l'inflation des prix à la consommation pour les aliments est passée de 7,58 % en 2011 à 4,26 % en 2012, elle n'a cessé d'augmenter en 2013 (6,04 % à 7 %) et le FMI estime qu'elle se maintiendra à 7,5 % en 2014 et 2015. Voir IMF, *IMF Country Report*, op.cit., p. 17.

¹⁰ « Lao inflation rises despite mitigating measures », *Xinhua*, 5 juin 2014, (http://www.shanghai-daily.com/article/article_xinhua.aspx?id=216719)

¹¹ « Les augmentations de traitement des fonctionnaires en question », *Le Rénovateur*, 28 avril 2014.

¹² « Laos inflation may deter investors », *Bangkok Post*, 20 mars 2014, (<http://www.bangkokpost.com/business/news/400846/high-inflation-in-laos-raises-fear-of-detering-investors>)

Exim Bank, faisait connaître deux mois plus tard son retrait d'un certain nombre de financements prévus au Laos. Elle a ainsi informé officiellement le ministère laotien des Travaux publics de la suspension des crédits destinés à la construction d'infrastructures au Laos – tous confiés à des entreprises chinoises – indiquant par ailleurs qu'elle maintiendrait uniquement les crédits à destination des secteurs de l'énergie (mines et hydroélectrique) qui offrent une garantie de rentabilité économique maximale. C'est d'ailleurs jusqu'à présent dans ces deux secteurs que la Chine a principalement investi (à l'exception des deux projets controversés de barrages à Sayabouri et Don Sahong). Ce retrait prudent de la banque d'import-export a été perçu par plusieurs analystes comme le signe d'une certaine méfiance de Pékin face à la capacité du Laos de gérer le problème de la dette publique¹³.

Le retrait de la banque Exim a eu pour effet immédiat la suspension de neuf projets de construction de routes et de ponts par le ministère laotien des Travaux publics. Dans ce contexte, le futur de la ligne de chemin de fer entre la Chine et le Laos, également financé par Exim Bank, demeure incertain. Rappelons que ce projet de construction de chemin de fer de 421 kilomètres destiné à la circulation de trains à grande vitesse de Boten (sur la frontière lao-chinoise au nord-ouest du Laos) à Vientiane, planifié depuis plusieurs années, a connu de nombreux rebondissements¹⁴ : après le retrait en 2012 de la compagnie chinoise de construction, partenaire de la *joint-venture* conclue avec l'État laotien (celle-ci estimant que les profits seraient insuffisants), ce dernier avait alors souhaité, en octobre 2012, poursuivre ce projet à l'aide d'un prêt auprès de la banque Exim. Cette décision avait alors suscité de nombreuses critiques d'organismes internationaux, dont la Banque asiatique de développement estimant que ce projet pourrait enfoncer inéluctablement le pays dans la dette et faire du Laos le quatrième pays le plus endetté du monde après le Japon, le Zimbabwe et la Grèce¹⁵.

Ce contexte et le désengagement de l'agence de crédits chinoise de projets considérés comme mineurs ont pu faire craindre qu'elle souhaite à terme ne pas financer une infrastructure dont les coûts ont été estimés à 7,2 milliards \$ US. Actuellement, la volonté des gouvernements laotien et chinois de s'engager dans le projet semble intacte : l'importance de la ligne en termes économiques et en termes de développement commercial, et la nécessité d'en accélérer les études de faisabilité économique ont ainsi été évoquées à plusieurs reprises : lors de la

¹³ « China's EximBank Suspends Loans For Roads, Bridges in Laos », *Radio Free Asia*, 22 juillet 2014.

¹⁴ Voir Vatthana Pholsena et Martin Rathie, 2013, « Laos. Risques et gains d'une plus grande intégration régionale », in Jérémie Jammes (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2013*, Paris-Bangkok. Les Indes savantes-Irasedec, p. 199-217 ; Vatthana Pholsena, 2014, *op. cit.*, p. 236.

¹⁵ « China's 120mph railway arriving in Laos », *The Telegraph*, 14 janvier 2014, (<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/laos/10572583/Chinas-120mph-railway-arriving-in-Laos.html>)

visite en Chine en avril dernier du Premier ministre laotien, Thongsing Thammavong, ainsi qu'en juillet 2014, lors d'un forum régional en Birmanie. Mais Pékin n'a pas clairement exposé la nature de son engagement dans le projet et les deux parties ne sont toujours pas parvenues à un accord¹⁶.

Le Laos considère pourtant la construction de lignes de chemin de fer comme un élément clé de son développement afin de réduire le coût des exportations et des biens de consommation tout en augmentant les investissements dans le pays. Il a ainsi engagé deux autres constructions de lignes de chemin de fer. La première est un projet de ligne ferroviaire à grande vitesse qui relierait la frontière occidentale entre Savannakhet (au sud-ouest du pays) et la Thaïlande, à la frontière de Lao Bao avec le Vietnam à l'est. Cette ligne serait reconnectée au réseau thaïlandais à Mukdahan ; du côté vietnamien, le Laos aurait un accès au port de Danang¹⁷. La construction et l'exploitation des 220 kilomètres de ligne (pour un budget estimé à 5 milliards \$ US) seront confiés à la société malaisienne, *Giant Consolidated Ltd.* qui commencerait le chantier, prévu pour 4 ans, en 2015¹⁸. L'autre chemin de fer est une ligne de 3,5 km traversant le fleuve Mékong entre la capitale Vientiane et Nong Khai, en Thaïlande alors que le gouvernement thaïlandais a planifié de son côté, une ligne de train à haute vitesse de 615 km qui relierait Nong Khai à Bangkok¹⁹.

Nous le rappelions en introduction, l'afflux des investisseurs étrangers dans des secteurs comme les infrastructures et surtout dans le domaine des mines et de l'hydroélectricité n'est pas pour autant le signe d'une bonne santé économique du pays ni l'indice qu'un certain type de développement profite à la population. Le secteur hydroélectrique, autre domaine phare dans le développement du pays, en est une bonne illustration.

Le gouvernement affiche comme objectif de faire du pays la principale réserve d'énergie électrique de l'Asean. On dénombre 23 barrages hydroélectriques actuellement au Laos et plus d'une quarantaine de projets seraient opérationnels vers 2025 selon le tout nouveau groupe de travail sur les développeurs du secteur hydroélectrique²⁰. Cela, alors même que les controverses autour de la construction sur le Mékong de deux barrages, celui dans la province de Sayaboury au nord-ouest du Laos, et celui à l'extrême sud de Don Sahong

¹⁶ « China to Press Ahead With Financing of Lao Railway Project », *Radio Free Asia*, 19 août 2014.

¹⁷ « Work to start this month on Laos rail link », *International Railway Journal*, 6 Janvier 2014, (<http://www.railjournal.com/index.php/asia/work-to-start-this-month-on-laos-rail-link.html>)

¹⁸ « Savan-Lao Bao railway ongoing », *Vientiane Times*, 4 juin 2014.

¹⁹ « High-speed train line to lift trade. NCPO wants study on new Nong Khai route », *Bangkok Post*, 28 juillet 2014.

²⁰ Ce groupe rassemble une soixantaine de projets. Réuni pour la première fois en février 2014, il a pour objectif d'améliorer la gestion des risques, la responsabilité sociale et environnementale, ainsi que la gestion financière; voir notamment « Hydropower has future potential in national development », *Vientiane Times*, 22 février 2014.

(province de Champassak), menés respectivement par des compagnies privées thaïlandaise et malaisienne ne sont toujours pas éteintes et les travaux pas encore engagés²¹. La construction du barrage de Xayaboury, l'un des plus controversés de la région et le premier d'une série de six barrages prévus sur le Mékong, est engagée à hauteur de 23 % selon les médias laotiens. L'ambassadeur américain a visité le site d'accueil des 15 villages qui seront relocalisés et la fin de la construction de ce projet de 3,5 milliards \$ US est prévue pour 2019²². Quant au barrage encore plus controversé de Don Sahong, le Laos a suspendu sa construction sous la pression des pays voisins et des environnementalistes qui craignent les conséquences désastreuses sur la biodiversité locale (notamment les dauphins du Mékong), mais aussi sur la pêche dont dépendent des millions de paysans au Cambodge et au Vietnam. Selon les Accords du Mékong signés en 1995, tout projet de barrage sur le Mékong doit préalablement être discuté par les quatre pays du bas Mékong : Laos, Thaïlande, Cambodge et Vietnam²³.

Malgré le fait que le pays produise beaucoup d'électricité, ses importations ont augmenté de plus de 70 % en un an, conduisant à une situation paradoxale : alors que 13 millions de kilowatts (kW) ont été produits au Laos, et que 11 ont été destinés à l'exportation, le Laos a alors été obligé de racheter 2,8 millions de kW²⁴ aux pays mêmes auxquels il avait vendu de l'électricité – soit le Vietnam, la Chine et la Thaïlande (laquelle achète aujourd'hui 80 % de la production laotienne) – ou à des centrales privées locales²⁵. La construction annoncée de huit autres barrages pourrait-elle infléchir cette situation ? La société Lao Holding State Enterprise, une entreprise publique, a décidé d'investir en coopération avec des sociétés étrangères dans ces barrages. Mais cette société est responsable des exportations d'électricité, tandis qu'*Électricité du Laos* est chargée de la production intérieure ; selon la destination de leur production, les différents barrages dépendent donc de l'une ou de l'autre. Et aucune politique n'a été annoncée en matière de réduction des importations. Le gouvernement promet que 90 % des foyers du pays auront accès à l'électricité d'ici 2020, mais cette proposition est-elle réaliste ? On sait que déjà la majeure partie de la consommation nationale d'électricité qui n'est pas exportée est absorbée par de gros projets étrangers installés localement : mines, entreprises, etc. Dans le même

²¹ Voir Vattthana Pholsena et Martin Rathie, 2013, *op. cit.*

²² « Controversial Lao dam on Mekong River almost a quarter complete », *The Nation*, 03 avril 2014, (<http://www.nationmultimedia.com/breakingnews/Controversial-Lao-dam-on-Mekong-River-almost-a-qua-30230757.html>)

²³ « Laos halts construction project of controversial Don Sahong hydropower dam: envoy », *Xinhua News Agency*, 19 août 2014, (<http://www.globalpost.com/dispatch/news/xinhua-news-agency/140819/laos-halts-construction-project-controversial-don-sahong-hyd>)

²⁴ « Forte augmentation des importations d'électricité », *Le Rénovateur*, 23 mars 2014.

²⁵ Par exemple, toutes les provinces du nord du Laos, en partant de Luang Prabang, dépendent énergétiquement d'importations d'électricité depuis la Chine.

temps, la Thaïlande vient d'annoncer, à l'occasion de la 32^e réunion des ministres de l'Énergie de l'Asean (septembre 2014), sa volonté d'augmenter ses importations énergétiques depuis la Birmanie et le Laos. Un protocole d'accord a été signé à cette occasion : le Laos produit actuellement 3 200 mégawatts et s'engage à approvisionner son voisin thaïlandais en électricité à hauteur de 5 000 MW en 2015 et 7 000 en 2020²⁶.

3 - Remaniements ministériels et étouffement de la société civile émergente

En lien partiellement avec les difficultés économiques que rencontre le pays, l'année 2014 a été marquée par plusieurs remaniements ministériels.

Le premier remaniement, en mars 2014, a vu les gouverneurs des provinces et les ministres nommés à de nouveaux postes et la promotion de plusieurs directeurs généraux. Ce changement, en avance de deux ans sur le remaniement quinquennal au sein du Parti et du gouvernement, a été annoncé par les médias d'État comme une volonté du gouvernement de faire face aux « difficultés économiques entraînées par les tensions budgétaires²⁷ ». Parmi les nominations remarquées, celle de Mme Vilaykham Phosalath, directrice générale des Travaux et des Transports publics, au poste de nouveau sous-ministre des Travaux publics et des Transports, portant le nombre total de sous-ministres à trois. Il s'agit également de la première nomination d'une femme à un poste de si haut niveau dans un ministère depuis la fondation de la République démocratique populaire lao en 1975. Le gouverneur de la province de Sayaboury, Mme Lien Thikeo, a été nommée nouveau ministre des Finances en remplacement de M. Phouphet Khamphouvong qui occupe désormais un poste au Bureau du gouvernement. Trois directeurs généraux au ministère des Finances ont également été promus à des postes de vice-ministres, portant le total à quatre.

Le deuxième remaniement ministériel est intervenu en juillet dernier à la suite du décès de plusieurs dirigeants dans un accident aérien. L'avion de l'armée de l'air An 74 TK 300 qui se rendait dans la province de Xieng Khouang (nord-est du pays) s'est écrasé le 17 mai 2014, provoquant la mort de 18 passagers (sur 21). En l'absence d'explications officielles sur les raisons de l'accident, des rumeurs ont circulé, certaines réactivant les thèses (déjà formulées au tout début des années 2000 lors des attentats dans la ville de Vientiane) d'une opposition entre factions pro-vietnamienne et pro-chinoise dans les rangs des dirigeants.

²⁶ « Thailand signals plans to purchase more Lao electricity », *Vientiane Times*, 22 septembre 2014.

²⁷ « New deputy minister appointed in government reshuffle », *Vientiane Times*, 18 mars 2014.

Parmi les passagers se trouvaient notamment le général Douangchay Phichit, élu ministre de la Défense nationale, membre du Bureau politique du Comité central du Parti et vice-Premier ministre depuis 2001 ; Thongbanh Seng-Aphone, secrétaire du Comité central du Parti, et ministre de la Sécurité publique ; Soukhan Mahalath, secrétaire du Comité central du Parti et maire de la capitale, et Cheuang Sombounkhanh, du Comité central du Parti et président du Comité de la propagande et de la formation. Un remaniement ministériel et la nomination de deux nouveaux vice-Premiers ministres (portant leur nombre désormais à cinq) a été voté par l'Assemblée nationale le 8 juillet. Il est pourtant peu probable que ces différents remaniements transforment un tant soit peu la politique globale du gouvernement, notamment en matière de liberté d'expression.

Officiellement, le Laos a affirmé sa volonté de faire du pays un État de droit²⁸, et le ministère de la Justice, avec l'aide financière de bailleurs de fonds internationaux, a inauguré en janvier 2014, un projet ambitieux de 3,9 millions de dollars pour financer le plan directeur du secteur légal²⁹. Ce dernier vise à améliorer le cadre législatif, les mécanismes judiciaires et les campagnes de sensibilisation au droit au sein de la population, perçus comme essentiels au développement durable et à l'intégration régionale³⁰.

Pourtant, d'autres mesures prises parallèlement portent à croire que le gouvernement n'a guère infléchi sa ligne dure en matière de répression des libertés. En juillet 2014, le Premier ministre, Thongsing Thammavong a approuvé six décrets ministériels dont l'un portait sur la gestion de l'information à travers le réseau internet. Il permet désormais de surveiller les sites internet et les réseaux sociaux et de sanctionner la propagation d'informations susceptibles de ternir l'image de la Nation ou nuire à la sécurité publique. Selon la presse d'État, cette décision aurait été prise à la suite de la circulation, sur les réseaux sociaux, d'informations et de photos jugées sensibles au sujet de l'écrasement d'un avion de ligne en septembre 2013³¹. Mais il est également possible que d'autres événements aient déclenché cette série de mesures : la disparition, en novembre 2012, d'un membre actif en faveur de l'émergence de la société civile, Sombath Somphone – disparition toujours fortement commentée sur les réseaux sociaux – mais aussi le crash plus récent, en mai 2014, de l'avion ministériel (avec de nombreux blogs ou pages Facebook en langue lao célébrant la « juste » mort brutale des « corrompus »). Le gouvernement a ainsi averti les internautes que

²⁸ « Laos striving for rule of law state », *Vientiane Times*, 6 février 2014.

²⁹ Les États-Unis ont promis d'octroyer 350 000 \$ US et la communauté européenne 2,4 millions. Ces fonds vont s'ajouter aux 600 000 \$ US déjà promis par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et aux 448 000 \$ US par la France.

³⁰ Sur ces campagnes, voir Steeve Daviau, *Customary Law in Lao PDR*, Vientiane, National Institute of Research on Law and International Cooperation, Ministry of justice/United Nation Development Program, juillet 2011.

³¹ « Govt to regulate social media network », *Vientiane Times*, 24 octobre 2013.

leurs comptes seraient bloqués en cas de perturbation de l'ordre public. Il est actuellement en train de profiler les utilisateurs des médias sociaux comme Facebook – dont le nombre est passé de 200 000 en 2012 à 530 000 au mois de mai 2014 – et de mettre en place une législation pour censurer la liberté d'expression sur Internet, comme la Loi sur les crimes cybernétiques ou encore la Loi sur l'information et la technologie³². Les lignes téléphoniques et l'Internet sont désormais sous surveillance avec un support technique chinois.

Quant aux droits de l'Homme, le gouvernement continue de restreindre les droits humains fondamentaux, y compris le droit de parole, d'association et d'assemblée. Le Laos se prépare d'ailleurs à déposer son examen périodique universel (EPU) devant le Conseil des droits de l'Homme. L'EPU comprend quatre thèmes principaux : les enlèvements, la liberté de parole, d'association et d'assemblée, le traitement des personnes en détention et le droit du travail³³. Cette atteinte aux droits a été particulièrement remarquée cette année dans le domaine du foncier.

4 - Accroissement des conflits fonciers et répression des contestations

Pour le président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), les abus, la mauvaise gestion et la corruption du gouvernement laotien dans tout ce qui a trait au foncier a engendré une nouvelle classe de paysans pauvres, et le pays a besoin de manière urgente d'un cadre légal pour gérer de façon transparente l'attribution des concessions et réformer la gouvernance des terres afin d'accroître la participation des populations locales dans le processus de prise de décision³⁴. Cette déclaration fait suite à l'octroi généralisé de contrats de location à long terme et de concessions à des investisseurs étrangers qui se traduisent par des confiscations sans compensations adéquates, et même à des expropriations pures et simples – dans certains cas – de communautés entières. Les implications, pour ce qui est des droits de l'Homme,

³² « Laos Warns Facebook Users Who Disrupt Social Order, Undermine Security », *Radio Free Asia*, 14 juillet 2014, (<http://www.rfa.org/english/news/facebook-07142014203642.html>)

³³ L'examen périodique universel (EPU) est un mécanisme utilisé par le Conseil des droits de l'Homme pour passer régulièrement en revue le bilan de chacun des 192 États membres de l'ONU en matière de droits humains au regard de ses engagements et obligations en la matière, « Laos : Universal Periodic Review Submission », 10 juin 2014, (<http://www.hrw.org/news/2014/06/10/laos-universal-periodic-review-submission>)

³⁴ « Laos : Government urged to address land rights issues and protect rights defenders », *Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme*, 18 juin 2014, (<http://www.fidh.org/en/asia/laos/15570-laos-government-urged-to-address-land-rights-issues-and-protect-rights>)

des baux et concessions de longue durée se révèlent catastrophiques dans la mesure où les revendications des paysans spoliés et des défenseurs des droits environnementaux n'ont eu jusqu'à présent pour réponses que des intimidations, des menaces et des détentions arbitraires.

Selon les données officielles, plus d'un million d'hectares de terres a été octroyé en concessions depuis 2010³⁵. L'accaparement de sols et leur conversion pour l'agriculture industrielle chassent les paysans de leurs terres, détruisant leurs modes de vie ainsi que les fondations de leurs systèmes de savoirs et leur accès à la nourriture, à la pharmacopée ou aux sources de revenu issues de la cueillette. Les ethnies minoritaires, vivant dans des régions aujourd'hui considérées comme riches en ressources premières sont dès lors disproportionnellement touchées et bien souvent relocalisées sans leur consentement. Les investisseurs (en majorité chinois, vietnamiens et thaïlandais) sont doublement gagnants puisque les concessions leur sont souvent accordées sur des terres fertiles et forestières ; ils peuvent ainsi vendre le bois avant même de commencer leur exploitation. Étant donné leur faible niveau d'éducation et le peu d'alternatives viables en termes de mode de subsistance, les populations minoritaires sont sévèrement désavantagées lors de négociations avec ces investisseurs – négociations qui, rappelons-le, concernent une minorité de cas ; le plus souvent les communautés locales sont simplement expulsées – il en résulte une augmentation des conflits liés au foncier, et un accroissement de la pauvreté et même de la mortalité³⁶. Bien qu'il existe un cadre législatif relatif aux compensations en cas de relocalisation, ce dernier est rarement mis en application.

Dans ce contexte, il faut souligner un acte rare de résistance qui s'est produit au nord du Laos. Une douzaine de paysans ont défié les bulldozers dépêchés pour détruire leurs rizières, puis, les forces de l'ordre armées de kalachnikovs, envoyées à leur tour pour dissiper les paysans mécontents contre la compagnie King Romans (*Dok Ngiew Kham*). Cette compagnie chinoise construit un casino dans une zone économique spéciale créée au sein du district de Thongpheung dans la province de Bokeo, et planifiait la transformation des terres agricoles en aéroport³⁷. Trente-huit familles menacées par la concession de leurs terres pour une plantation de d'hévéas dans la province de Sékong (au sud du Laos) ont également refusé d'être relocalisées sur un site déterminé par les autorités, les terres allouées n'étant pas propices à la production agricole selon

³⁵ Il s'agit ici d'une estimation à la baisse dans la mesure où un nombre important de transactions – dans les provinces notamment – sont réalisées dans l'ombre. Avant 2010, les données concernant les concessions sont fragmentaires.

³⁶ « Laos "land grabs" drive subsistence farmers into deeper poverty », *IRIN humanitarian news and analysis*, 22 mai 2014, (<http://www.irinnews.org/report/100116/laos-land-grabs-drive-subsistence-farmers-into-deeper-poverty>)

³⁷ « Lao Rice Farmers Defy Police Orders to Give Up Land to Chinese Firm », 22 janvier 2014, (<http://www.rfa.org/english/news/laos/landgrab-01222014215351.html>)

les paysans concernés³⁸. Des villageois de la province de Khammouane ont également dénoncé un projet de compensation, jugé inadéquat, pour la perte de leurs maisons et de leurs terres, utilisant pour faire entendre leurs voix et attirer l'attention des autorités compétentes la ligne téléphonique ouverte de l'Assemblée nationale³⁹. Cinq communautés sont au total touchées par le projet Poukhiew de la zone économique spéciale installée dans cette province.

De fait, les conflits fonciers, notamment associés aux investissements étrangers, sont au premier rang des plaintes lancées sur la ligne ouverte de l'Assemblée nationale du Laos avec 534 réclamations formulées pendant la mise en fonction du 7 au 25 juillet 2014⁴⁰. Tous les conflits liés au foncier n'ont pas atteint une telle intensité dans leur résistance, mais des formes de résistance de faible intensité telles que la destruction de plantations d'arbres, les pétitions locales, le blocage des voies d'accès à des sites planifiés de concessions, la réticence à vouloir coopérer avec les compagnies ou encore avec le gouvernement ainsi que des actes de violence occasionnels émergent régulièrement à travers tout le Laos.

Conclusion

La prochaine étape sur le chemin de l'intégration économique du Laos est le lancement de la Communauté économique de l'Asean (AEC), prévue pour la fin de 2015, ce qui libéralisera les mouvements de capitaux et la main-d'œuvre parmi les dix pays membres. Alors que l'AEC offrira de nouvelles opportunités d'investissement au Laos, une préoccupation grandissante est le devenir des industries laotiennes face à l'arrivée de concurrents étrangers disposant de ressources et d'expériences supérieures et la question de l'afflux de travailleurs qualifiés venus d'autres pays et risquant de mettre à mal l'emploi local. De nombreux jeunes laotiens apprennent désormais le chinois pour augmenter leurs chances de trouver un emploi auprès des compagnies chinoises implantées au Laos car celles-ci, jusqu'à présent, emploient en grande partie des travailleurs

³⁸ « Xekong rubber project: some affected villagers refuse relocation », *Vientiane Times*, 13 août 2014. (<http://www.laolandissues.org/2014/08/13/xekong-rubber-project-some-affected-villagers-refuse-relocation/>)

³⁹ Depuis 2006, les citoyens ont la possibilité d'adresser leurs griefs aux députés grâce à un numéro spécial accessible durant les sessions parlementaires (voir V. Pholsena et M. Rathie, *op cit.*, 2013) ; sur le conflit à Khammouane, voir « Khammuan residents accuse project of unfair compensation », *Vientiane Times*, 6 août 2014, (<http://www.laolandissues.org/2014/08/06/khammuan-residents-accuse-project-of-unfair-compensation/>)

⁴⁰ Les autres plaintes formulées portent sur la condition du réseau routier, la lenteur du paiement des salaires par l'État, les coupes illégales de bois et le prix élevé des factures d'électricité et les pannes d'électricité.

chinois comme ouvriers spécialisés pour les plantations de caoutchouc ou pour les projets d'exploitation des ressources naturelles⁴¹.

Le processus de croissance économique actuel demeure en dessous des modèles de prédictions établies. Les autorités laotiennes, tout en conservant une mainmise sans faille au niveau politique, continuent d'octroyer à fond de train des concessions dans l'industrie extractive, qui ne sont point en réalité le fer de lance du développement socio-économique promis. Au contraire, la population se retrouve malgré elle engagée sur une trajectoire vouée à la perte des acquis sociaux. Il en résulte la paupérisation accrue d'une nouvelle classe de paysans sans-terres, l'exacerbation des mécontentements et l'éclatement de crises dont certains épisodes ont trouvé écho dans les médias étrangers.

⁴¹ « Laos in danger of losing jobs and culture as Chinese pour in », *Global Times*, 24 janvier 2014.

Le Laos



Fiche Laos

Capitale : Vientiane
Superficie : 236 800 km²
Population (Unctad, 2014) : 6 670 000 hab.
Langue : lao

Données politiques

Nature de l'État : république
Nature du régime : communiste
Suffrage : universel (à partir de 18 ans)
Chef de l'État : président lieutenant général Choummaly Sayasone (depuis 2006)
Vice-président : colonel Boungnang Vorachit (depuis 2006)
Premier ministre : Thongsing Thammavong (depuis 2010)
Ministre des Affaires étrangères : Thongloun Sisouliths
Échéances : élections des membres du comité central du Parti et élections législatives en 2016

Données démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (2005) : Lao (55 %), Khmou (11 %), Hmong (8 %), autres groupes ethniques (26 %)

Religions (2005) : bouddhistes (67 %), chrétiens (1,5 %), autres (31,5 %)

Taux de croissance démographique (est. 2010-2015) : 1,9 % [*Rapport sur le Développement Humain 2014*⁴², ci-après : RDH 2014]

Espérance de vie à la naissance (2013) : 68,3 ans [RDH 2014]

Indice de fécondité (est. 2013) : 3,1 % [RDH 2014]

Taux de mortalité maternelle : 470 (sur 100 000 naissances) [RDH 2014]

Taux de mortalité infantile (< 5 ans) (est. 2012) : 72 ‰ [RDH 2014]

Taux d'alphabétisation (> 15 ans) (2012) : 72,7 % [RDH 2014]

Taux d'urbanisation (2013) : 36,5 % [RDH 2014]

Indice de développement humain (2013) : 0,569 (rang 139) [RDH 2014]

⁴² (<http://hdr.undp.org/en/2014-report/download>)

Indicateurs économiques

Monnaie : kip (1 euro = 10 806 kip, 30/09/2014)

Balance des paiements courants (2013) : - 415 millions \$ US [unctad.org]

Dette extérieure (2013) : 6,014 milliards \$ US [unctad.org]

PIB par habitant ou *per capita* en parité de pouvoir d'achat courant : 4 351 \$ US [RDH 2014]

PIB par habitant ou *per capita* en dollars courants : 1 567 \$ US [International Monetary Fund, World Economic Outlook Database, Avril 2014, ci-après WEO 2014].

Taux de croissance du PIB (est. 2012) : 7.93 % [unctad.org]

Répartition du PIB par secteur d'activité (est. 2013) : agriculture (23,5 %), industrie (33,2 %), services (37,4 %)

Taux d'inflation (est. 2014) : 6,4 % [WEO 2014]

Taux d'emploi (> 25 ans) (2012) : 85 % [RDH 2014]

Population vivant avec moins de 1,25 \$ US par jour : 33,8 % [RDH 2014]

IDE entrant (cumulés ou stocks) (est. 2012) : 2, 483 millions \$ US [unctad.org]

Principaux partenaires commerciaux (2013) : Vietnam, Chine, Thaïlande

Importations (est. 2013) : 2,475 milliards \$ US [unctad.org]

Principaux produits importés : produits manufacturés ; carburants ; biens de consommation

Exportations (est. 2013) : 1,986 milliards \$ US [unctad.org]

Principaux produits exportés : or, cuivre, électricité, produits en bois

Portraits

Grant Evans

La fin de l'année 2014 a été marquée par la disparition de l'un des meilleurs spécialistes du Laos contemporain, l'anthropologue Grant Evans qui est mort le 16 septembre 2014 à Vientiane où il résidait avec son épouse et leur fille. Né en Australie en 1948, et après des études d'anthropologie à l'Université de Melbourne, Grant Evans a été enseignant à l'Université de Hong Kong pendant deux décennies mais a également enseigné ponctuellement à l'Université nationale du Laos. Il était dernièrement membre associé de l'École française d'Extrême-Orient à Vientiane et conseiller scientifique auprès de l'Académie des sciences sociales du Laos.

Auteur avec Kelvin Rowley, en 1984, de *Red Brotherhood at War*, il se spécialise sur le Laos avec l'ouvrage *Lao Peasants under Socialism* (1995 [1990]), qui assoit définitivement sa réputation académique et où il interroge le devenir de la collectivisation. Il a publié de nombreux ouvrages sur le Laos : *The Politics of Ritual and Remembrance. Laos since 1975* [1998, 2009], *Laos : culture and society* (1999), *A Short History of Laos : the land in between* (2002, avec des éditions en lao et thaï en 2006 ; en chinois en 2011), *The Last Century of Lao Royalty : a documentary history* (2009).

Il est également l'auteur ou l'éditeur d'ouvrages sur la région dont *Asia's cultural mosaic : an anthropological introduction* (1993), et *Where China meets Southeast Asia : social and cultural change in the border regions* (2000).

De nombreuses personnalités laotiennes lui ont rendu hommage ; l'ancienne directrice de la Bibliothèque nationale du Laos, Kongdeuane Nettavong, estimait ainsi que si le travail de recherche de Grant avait été important pour la recherche de façon générale, il avait été essentiel pour les Laotiens (*Vientiane Times*, 25 septembre 2014).

Souvanpheng Bouphanouvong

Femme politique, Souvanpheng Bouphanouvong est représentante et présidente de la Commission économique, financière et de planification de l'Assemblée nationale du Laos. Originaire de la province de Houaphan au nord-ouest du pays, elle a débuté sa carrière politique en promouvant la place de la femme au Département de la propagande au sein de l'Association des femmes lao et a occupé le poste de directeur du *Journal des femmes* de 1993 à 1996. Membre du comité de direction de la Chambre de commerce du Laos, elle est nommée présidente du Lao NCAW (National Commission For the Advancement of Women) en 2001⁴³. Elle accède au poste de vice-président du Comité économique, des finances et de la planification de l'Assemblée nationale du Laos en 2003 et en assure la présidence depuis mai 2011. Souvanpheng est la fille de Souvanthone Bouphanouvong, une des figures prédominantes de la littérature révolutionnaire lao. Éditeur en chef du journal *Pasason* à Vientiane, il fut directeur du Département des publications du ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme et fut nommé président au

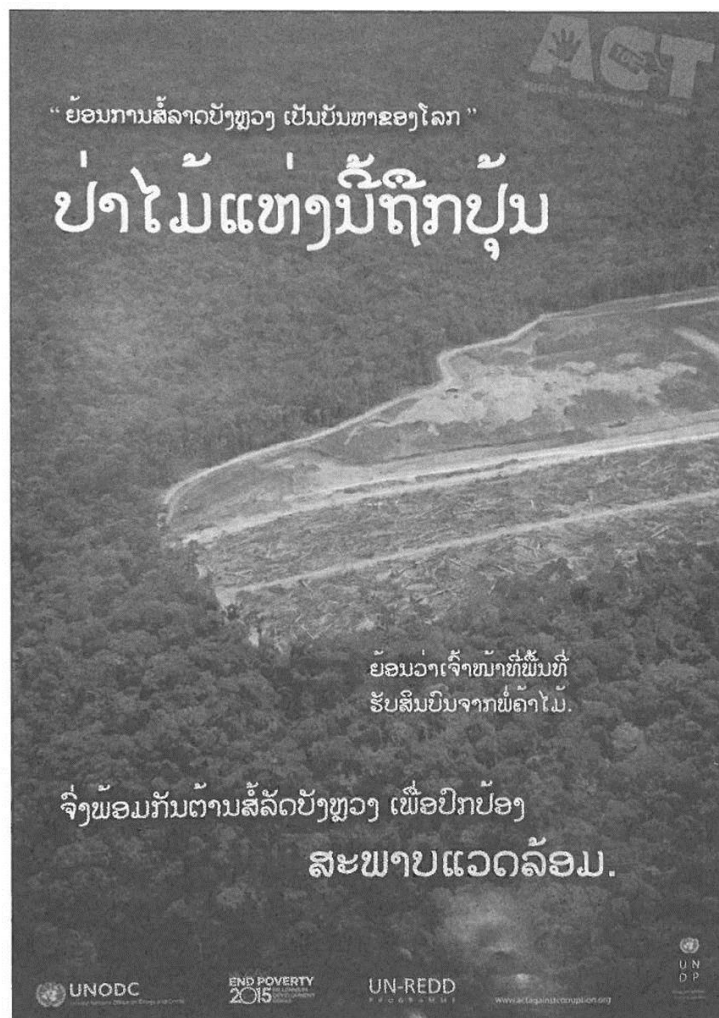
⁴³ Elle occupe ce poste jusqu'en 2006 : (<http://www.laonkaw.gov.la/index.php/la/2012-10-25-07-19-30/2012-10-26-07-53-18/2012-10-29-08-40-41/2004-2006>)

L'ASIE DU SUD-EST 2015

premier congrès de l'Association des écrivains lao établie en octobre 1990. Son époux, Intong Oudom, est quant à lui président de la compagnie Seneoudom Co., Ltd, une des plus grosses entreprises de construction de routes au Laos

En tant que présidente du Comité économique, des finances et de la planification de l'Assemblée nationale, Souvanpheng Bouphanouvong a joué un rôle clé dans la préparation de l'adhésion du Laos à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En tant que figure charismatique de la scène politique nationale, elle est capable d'influencer les orientations économiques et politiques du pays et elle s'est en ce sens engagée à promouvoir un développement tant économique que social et à donner une légitimité accrue au pouvoir législatif. C'est pourquoi elle s'efforce de transformer le rôle de l'Assemblée nationale dans la transition du Laos vers un État de droit, et a notamment fait du droit foncier son principal cheval de bataille.

Affiche politique



Poster produit dans le cadre de la campagne de lutte contre la corruption. La corruption est un fléau au niveau mondial ; la forêt disparaît car les autorités sont soudoyées par les traders. Luttons ensemble contre la corruption pour la protection de la nature.